

Les développements qui précèdent montrent qu'il est possible aujourd'hui de commencer à opérer une rupture avec le réformisme, ayant un certain répondant de masse, tant au niveau des tactiques de lutte dans l'entreprise, qu'au niveau de l'agitation proprement politique, et, par notre intervention d'organisation, de restituer la cohérence stratégique et organisationnelle de ces ruptures. Bien que nous n'ayons analysé jusqu'ici, que le réformisme stalinien, cette conclusion vaut aussi pour le réformisme-non-stalinien, ne serait-ce que du fait que la crise extrêmement profonde des formations « socialistes » et de leur perte quasi-totale d'emprise réelle sur la classe ouvrière ( nous analyserons plus loin le cas précis de la CFDT).

## 2) Les luttes ouvrières au niveau international.

La combativité ouvrière, ses exigences, la rupture avec la tactique réformiste de la lutte revendicative s'expriment aussi, sinon au niveau international, au moins à l'échelle européenne, par les « grèves sauvages », touchent des millions de travailleurs, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, en Scandinavie. Quelquefois, ces mouvements prennent la forme de débordements temporaires du cadre syndical : c'est le cas de la grève de Kiruna, avec ses comités de grève élus ; c'est le cas de la grève des mineurs du Limbourg, avec son comité de grève ; c'est enfin le cas de l'Italie, avec le large développement de comités de base qu'a connu le pays.

Au niveau international aussi, la période actuelle est une période de combativité ouvrière, de nouvelles exigences ouvrières, de refus de la tactique réformiste de lutte et même de débordements temporaires et conjoncturels du cadre syndical.

Ces caractères communs des luttes ouvrières à l'échelle internationale sont évidemment liés au développement et à l'accentuation des contradictions économiques du capitalisme mondial, qui marquent la période. Nous ne revenons pas sur une analyse qui constitue un acquis de l'organisation, mais nous en rappelons les principaux éléments :

Changement des rapports de force au sein du bloc impérialiste, concurrence accrue, développement rapide de l'inflation internationale, crise du système monétaire international, crises spéculatives.

Le capitalisme français se trouve placé dans une situation particulièrement difficile, du fait de son énorme retard face aux conditions de la concurrence internationale, retard lui-même dû à la lutte des classes en France ( poids de la petite production marchande, poids des petites entreprises, poids des secteurs retardataires, etc...). Le bouleversement actuel des structures françaises, bien que très rapide, est encore trop lent comparativement au développement des contradictions économiques sur l'arène mondiale.

Dans sa lutte pour la « compétitivité », le capital français fait payer à la classe ouvrière un des plus lourds tributs : exploitation intensive, inflation permanente, chômage pour certaines branches, pour certaines régions, pour certaines couches de travailleurs,...

Cette politique a été, pour une bonne part, à l'origine de l'explosion de Mai-Juin 68. Elle se poursuit aujourd'hui, sous d'autres formes, et pousse à la révolte de larges couches du prolétariat. Cette situation accentue l'inefficacité de la tactique réformiste classique de la lutte, et la rupture d'avec cette tactique d'une fraction importante de la classe ouvrière.

## 3) Les luttes ouvrières en France depuis Mai 68.

Les luttes ouvrières depuis Mai 68 expriment le mûrissement des leçons de Mai au sein du prolétariat, si nous prenons les plus significatives d'entre elles, simplement comme autant d'indices révélateurs de la période.

Certaines de ces luttes expriment l'exigence de l'unification de la classe, contre le capital, sur de nouvelles bases. Tel est le sens des principaux thèmes de lutte : augmentation des salaires non hiérarchisée ; primes non hiérarchisées, comme à Berliet ; à travail égal, salaire égal, de nombreuses usines de province réclament l'alignement sur Paris ou sur le taux de tout le trust, comme pour Vallourec ; réduction de l'éventail des catégories et des cotations de postes. Autant de revendications qui s'attaquent à la division introduite par le capital au sein de la classe.

D'autres revendications ouvrières vont plus loin : elles mettent en cause la logique capitaliste elle-même, celle de l'échange marchand, celle du donnant-donnant. Les premières luttes à Berliet ont porté, dans les ateliers, sur les conditions de travail, devenues insupportables : et, dans certains cas, les ouvriers de tels ou tels ateliers ont refusé l'attribution d'une prime pour compenser les « nuisances », exigeant la suppression des nuisances elles-mêmes. D'ailleurs, les luttes de masse de l'ensemble des travailleurs de Berliet pour les primes de vacances signifiait que, si les travailleurs acceptaient les avantages accordés par le contrat de progrès, il ne considéraient absolument pas devoir pour autant limiter leurs exigences. Ce faisant, ils remettaient en cause le cadre de la programmation capitaliste, la logique du donnant-donnant.

Les formes de luttes ouvrières vont dans le même sens : formes dures, directes, bousculant le cadre des négociations syndicales, elles permettent l'unification de la classe en lutte, dans la lutte : nombreuses grèves avec occupation, séquestration des directeurs, ... le cas extrême, comme aussi le plus révélateur, est celui des ouvriers de Vallourec, défendant leur usine, qu'ils ont occupée, lorsque celle-ci est attaquée par la police.

Il n'est évidemment pas possible de généraliser abusivement à partir de ces quelques exemples. Nous voulons simplement montrer qu'après juin 68, les caractéristiques de la période demeurent, puisque nous retrouvons aussi bien la combativité ouvrière, que les formes de lutte, que le refus d'une large fraction de la classe de la tactique réformiste.

## II- La période actuelle, la classe ouvrière et les syndicats.

### 1) La syndicalisation après juin 68.

Une partie des masses ouvrières est organisée directement dans les syndicats. Ceci étant dit, nous devons constater que les syndicats n'organisent directement qu'une faible fraction de la classe ouvrière française. Il s'agit là, nous le savons, d'un héritage historique, mais qui prend depuis Mai-Juin 68, un sens nouveau. En effet, il n'y a pas depuis Mai-Juin 68, d'entrée en masse des travailleurs dans les syndicats.

Pour se rendre compte de l'importance et de la spécificité du phénomène, il faut comparer l'élévation extraordinaire de la syndicalisation après 36 à celle d'après Mai 68. Après 36, malgré l'échec du Front Populaire, les travailleurs rentraient en masse dans les syndicats : après juin 68, il n'en est rien. Il y avait, à la veille du Front Populaire, à la CGT et à la CGTU, un million un quart de syndiqués : fin juin 36, il y avait 5 millions de syndiqués. Aux lendemains de Mai-Juin 68, la direction de la CGT elle-même indique un gain de 400 000 syndiqués seulement.

Ce gain intervient d'ailleurs surtout dans des secteurs traditionnellement peu syndiqués ( tels que alimentation, habillement, cuirs et peaux, ... ), ou de nouvelles sections ont été formées, dans la lutte ( voir, récemment, la grève des grands magasins ).

Depuis, le même phénomène se maintient : à travers telle ou telle lutte actuelle, on ne constate pas, en général, d'élévation rapide et massive de la syndicalisation ; on n'observe pas non plus de développement d'une participation active aux structures proprement syndicales ( réunions régulières de syndiqués, commissions jeunes... ).

Le phénomène est indéniable. La division syndicale actuelle contribue à l'expliquer. Mais c'est loin d'être le seul élément. Dans la période d'avant Mai-Juin 68, le refus d'entrer au syndicat ou le retrait pouvait presque toujours être interprété, soit, classiquement, comme l'absence du premier niveau de la conscience de classe ( l'antagonisme de classe ouvriers-patrons et la nécessité de s'organiser pour cette lutte ), soit comme la conséquence des trahisonnements des bureaucraties syndicales ( écœurement, retrait de toute activité, ... ). Bien qu'il s'agisse là de deux phénomènes distincts, ils relevaient dans cette période, d'un même jugement : c'était un recul politique.